

Sortons de la guerre froide !

Alain Touraine

LEMONDE, 18.02.11

Le reproche fait aux intellectuels de se taire face au soulèvement populaire dans plusieurs pays arabes, et en particulier en Tunisie et en Egypte, doit en premier lieu être rejeté. Que souhaitent ceux qui l'expriment ? Des livres ou des textes comme ceux qui ont encensé Fidel Castro, Mao ou Khomeini ? Je me méfie plus encore des jugements négatifs sur les soulèvements actuels qui reposent sur un culturalisme anti-arabe encore plus inacceptable que les excès du tiers-mondisme. Je ne vois pas pourquoi être philosophe ou écrivain donnerait le droit ou le devoir de dire n'importe quoi sur n'importe qui comme s'il était le clergé de l'universalisme.

Mais si je commence en exprimant cette mauvaise humeur contre les prétentions élitistes de quelques intellectuels français, c'est pour prendre aussitôt le risque de dire moi-même pourquoi je crois que l'expérience iranienne a obscurci le jugement de beaucoup. Les intellectuels plutôt que "d'évoquer des précédents" doivent chercher et encourager tout ce qui peut renforcer les mouvements de libération présents dans des situations qui peuvent évidemment avoir d'autres issues et même se retourner contre l'idée de liberté. Ce qu'on doit attendre des "intellectuels" est qu'ils interrogent, au nom de ceux qui se soucient de la démocratie, les spécialistes dont les connaissances empêchent de commettre de lourdes erreurs mais qui n'apportent pas à eux seuls toutes les réponses.

Voici mon interrogation qui porte en elle la volonté de mettre en lumière les chances de libération qui sont activement présentes dans des événements qui, comme toutes les situations historiques de rupture, comportent beaucoup de significations différentes et même contradictoires entre elles. Notre rôle est de peser par l'analyse sur les événements pour renforcer ceux qui portent en eux l'avenir des libérations et de la démocratie et aussi de peser sur les gouvernements européens qui font preuve d'une défiance partisane contre les mouvements populaires.

L'idée dont je propose de partir est que le monde a vécu pendant un demi-siècle à l'ombre d'un conflit international, celui de la guerre froide et parfois chaude, comme en Corée ou pendant la crise des missiles à Cuba, entre le camp américain et le camp soviétique. Les européens, dans leur immense majorité, se sont sentis appartenir au camp occidental sans renoncer à leur critique et à leur protestation. Les mouvements intellectuels et sociaux aux Etats-Unis et au Canada comme en Europe occidentale ont été renforcés pendant cette période par les mouvements populaires, nationaux et démocratiques de l'Europe soviétisée, de Berlin à Gdansk, en passant par Budapest, Poznan et Prague,

sans oublier Moscou. Au second camp appartenait Cuba et sa zone d'influence autant que la Chine de Mao, ce qu'il faut avoir le courage de rappeler.

LUTTE DES CLASSES

Pendant cette longue période, malgré nos idées et nos préférences, ce fut l'affrontement entre l'Occident, avec ses égoïsmes et ses scandales et du totalitarisme du monde Léniniste qui a tout démoli. Malgré le vocabulaire le plus souvent utilisé, les "problèmes sociaux" n'ont occupé qu'une place secondaire pendant cette période. Ce que j'ai plus que quiconque le droit de dire, ayant consacré la plus grande partie de ma vie à la connaissance des dominations sociales et des mouvements sociaux qui les combattent. Pendant un demi-siècle, partout on a pensé davantage en termes d'amis ou ennemis qu'en termes de lutte des classes.

Cette réalité a été aussi massivement visible dans le monde arabe que par exemple en Amérique latine et plus encore. Pour deux raisons principales : la violence de la guerre menée par la France contre l'indépendance algérienne et le conflit à mort entre Israël et les palestiniens combattants pour la création d'un Etat indépendant. Nulle part les problèmes sociaux n'ont dominé la scène politique. Ce dont ont été victimes les partis sociaux-démocrates européens, accusés d'être avant tout des alliés des Etats-Unis, ce qu'en effet ils sont devenus plus ou moins selon les pays, surtout quand la menace soviétique était relayée par un Parti communiste étroitement subordonné à Moscou. La deuxième gauche en France a été avant tout un effort courageux mais très minoritaire pour redonner la priorité à des objectifs économiques et sociaux. C'est clairement François Mitterrand qui l'a emporté en imposant un programme issu du mouvement communiste tout en voulant enlever la première place à gauche au Parti communiste pour la donner au Parti socialiste, ce qui fut fait mais au prix d'un enfermement dans une vision modelée par la guerre froide.

Les nationalismes arabes, sous la conduite de Nasser, se définissent en premier lieu par leur anti-impérialisme. Ce qui était inévitable après l'expédition franco-britannique, appuyée par Israël, en 1956. L'Iran de Mossadek, appuyé par le Parti communiste, bien avant la prise du pouvoir par Khomeini, se définit lui aussi par l'anti-impérialisme et l'anti-israélisme, tandis que l'Israël de l'Histadrouth et des kibboutz était écrasée par une politique qui l'a emportée dans l'opinion parce qu'elle apparaissait comme une réponse à une menace mortelle.

Cette interprétation s'applique bien à l'Amérique latine où les femmes radicales de la théorie de la dépendance, inspirée par Cuba et portée par la majorité des intellectuels, en particulier à Buenos Aires, a conduit à l'épuisement des mouvements sociaux remplacés par des guérillas de plus en plus éloignées du monde, d'abord paysans puis urbains, au nom duquel ils disaient agir.

Pendant un temps, la quasi-disparition du monde soviétique, a entraîné le renforcement de régimes autoritaires dans le monde arabe comme en Amérique latine. La guerre froide aurait pu être remplacée par l'affrontement de la Chine et des Etats-Unis mais, alors que le monde soviétique avait toujours accordé la priorité à la politique sur l'économie, la Chine a fait le choix contraire. Le dollar et le yuan et les deux pays sont liés par le lien du pays débiteur et du pays créateur. Rien n'exclut à l'avenir la possibilité d'un affrontement plus politique ou même militaire entre les deux plus grandes puissances économiques de la planète mais dans la période présente, malgré la violence de la répression en Chine, surtout après Tian'anmen, les problèmes économiques de la Chine commencent à se transformer en problèmes sociaux, les pressions augmentant pour développer le marché intérieur, c'est-à-dire pour augmenter les salaires ce qui, sans entraîner nécessairement une libéralisation du régime, a ouvert un espace moins limité aux revendications et aux activités culturelles non contrôlées. Autant rien n'autorise à parler d'une démocratie inéluctable de la Chine comme conséquence de sa croissance économique, autant on peut affirmer que les problèmes et les acteurs sociaux ont commencé dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres, à se libérer de mobilisations qui étaient obligatoires pendant la guerre froide.

Ce qui me conduit à présenter l'hypothèse suivante : la crainte de l'islamisme, qui a atteint un sommet après le 11 septembre 2001, et qui s'est diffusée dans les opinions publiques en Europe sous la forme d'une islamophobie qui a atteint même certains milieux de gauche, correspond de moins en moins bien à une situation qui donne au contraire la priorité à la défense des conditions de vie et aux libertés de la population, écrasée par l'autoritarisme qui boque le développement économique, par la corruption des dirigeants civils et militaires et par la fuite des intellectuels et des ingénieurs d'Egypte autant que de Haïti. C'est un fait que les mouvements actuels sont partis de la rue et d'abord des réseaux de bloggeurs et non pas des partis organisés.

C'est un fait que la revendication la plus fortement lancée a été l'élimination d'un dictateur et aussi que les jeunes diplômés, écrasés par le chômage, ont joué un rôle essentiel dans les manifestations qui se multiplient, comme cela a déjà été le cas en Algérie, pays dont il faut se souvenir qu'il a été le premier à connaître de grands mouvements populaires, même si ceux-ci ont été écrasés par l'armée. On objecte avec raison à cette idée qu'un mouvement contre la dictature, la corruption et les inégalités sociales ne porte pas nécessairement en lui la démocratie comme la graine porte la fleur. En Tunisie, le déséquilibre entre un niveau d'éducation élevé et aussi le respect des droits des femmes depuis Bourguiba avec la situation de la jeunesse a conduit au renversement plus facile que prévu de Ben Ali. Mais c'est aussi parce que celui-ci s'appuyait sur la police plus que sur l'armée et que celle-ci a été conduite à organiser le départ précipité du président tunisien.

Comme tous le soulignent, la situation de l'Egypte est profondément différente. Non seulement par la taille du pays mais à cause de la très forte organisation des Frères musulmans qui contrôlent aussi bien les organisations professionnelles – avocats, médecins – que les institutions caritatives, que tout autant à cause de la prédominance du secteur public dans un pays dont le produit national se compose plus de ressources extérieures – revenu du canal, dons américains, envoi d'argent par les Egyptiens du Golf, tourisme – que de production intérieure, agricole ou industrielle. Déséquilibre qui tend même à augmenter comme conséquence de l'abandon des grands projets de développement économiques. L'armée a constamment été au pouvoir, de Nasser à Sadat et de celui-ci à Moubarak dont une partie du pouvoir est passée à l'ancien chef du puissant service de sécurité intérieure. La conjonction d'un pouvoir religieux et d'un pouvoir militaire, qui définit le régime chiite iranien, est aussi une possibilité en Egypte, malgré les persécutions constantes exercées par le régime militaire contre les Frères musulmans. Mais s'il est vrai qu'aucune solution n'est possible sans l'accord de l'armée et l'acceptation des Frères, ce qui a déjà mené à l'élimination de la jeune garde de modernisme du régime, dirigée par Gamal, le fils de Moubarak que celui-ci voulait comme successeur, rien ne démontre dès le départ qu'une solution à l'iranienne soit la seule vraisemblable. Pas plus inversement qu'une solution à la turque, telle qu'elle est gérée par l'AKP et Erdogan et qui combine une affirmation islamiste avec le maintien d'une partie de l'héritage laïque de Kemal Atatürk. C'est cette absence d'une tendance clairement dominante qui a limité l'action des manifestants qui n'ont pas obtenu le départ immédiat de Moubarak mais l'ont rendu possible et même à termes probable ; c'est elle aussi qui semble avoir animé Obama, pourtant beaucoup plus sensible que les européens et, en particulier que les français, à la nécessité de la chute de Moubarak, en acceptant seulement que celui-ci reste au pouvoir pendant la période de transition qui devrait aboutir, au plus tard en septembre, à son élimination.

PRINTEMPS DES PEUPLES

Le fait que les troubles sociaux aient préparé la chute de la dictature au Yémen et que l'avenir de la dictature en Algérie semble fragile, indique, non pas que nous assistons "au Printemps des peuples" comme en 1848 en Europe centrale, mais à un changement général de période historique. Dans la nouvelle période, déjà commencée, les problèmes et les choix intérieurs l'emportent de plus en plus dans la vie collective de tous les pays sur la logique des affrontements internationaux. On l'a vu aux Etats-Unis même avec la victoire de Barak Obama en 2008.

Mais il ne suffit pas de dire que dans cette période nouvelle de nombreux régimes autoritaires vont remplacer les anciens et que c'est l'Iran qui va exercer le rôle dominant dans la région, par l'intermédiaire du Hezbollah au Liban et du Hamas dans la zone de Gaza. Les cas que je viens de citer nous rappellent que l'évolution dans la région dépend aussi et presque d'abord de l'évolution d'Israël et du problème Palestinien. Israël et beaucoup de ses amis américains et

européens craignent la chute de Moubarak et l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, très anti-islamiques, qui seraient renforcés par les Salafistes qui sont en plus violemment anti-chrétiens.

Mais on peut s'interroger sur la nature de cette hostilité des israéliens aux changements politiques qui s'opèrent dans la politique égyptienne. N'est-ce pas là un exemple attardé de domination des problèmes internationaux sur les problèmes internes ? Et Israël lui-même n'a-t-il pas un intérêt proprement vital à voir triompher dans sa région une logique de transformation sociale plutôt que les effets de conflits de rivalités internationales peintes aux couleurs nationalistes. Il est facile de comprendre la force et la logique du refus de l'existence de l'autre qui domine Israël comme ses voisins et adversaires ; mais il n'est pas impossible de penser qu'Israël peut être à son tour portée par la nouvelle logique et comprendre qu'elle peut mieux que la logique antérieure lui permettre de résoudre le problème qui menace son existence. L'absence d'un Etat palestinien n'est-il pas la principale menace qui pèse sur l'existence d'Israël ? Mais peut-être est-ce là que se situent les plus grandes difficultés : en particulier comment redonner à l'Autorité palestinienne, de plus en plus faible et contestée, la capacité d'imposer une politique nationale au Hamas ? Comment convaincre l'Iran que la coalition dirigée contre lui limiterait son hostilité si elle sentait diminuer d'abord les menaces que l'Iran fait peser sur l'existence d'Israël ?

Il est impossible de considérer que le bien est inévitable et que les demandes de justice sociale, et l'hostilité à des gouvernements et à des Etats corrompus et autoritaires seront satisfaites. Le danger de nouveaux Etats autoritaires, plus répressifs mêmes que celui de Moubarak ou que celui de Ben Ali, est réel, mais les gouvernements et les opinions politiques en occident devraient se convaincre qu'il n'y a là aucune fatalité et même que la priorité donnée aux problèmes sociaux internes est en principe plus favorable à la démocratie que la priorité donnée aux affrontements internationaux au nom de laquelle ont prospéré tant de régimes autoritaires, anti-occidentaux ou pro-occidentaux, sans oublier le double jeu de l'Arabie saoudite. Il existe une arabophobie et une islamophobie européennes qui sont dangereuses, non seulement en elles-mêmes mais parce qu'elles nourrissent les politiques xénophobes dont le Front national français donne depuis longtemps un sinistre exemple.

On ne doit pas demander aux intellectuels de parler en l'air au nom de valeurs universelles parce que celles-ci ne sont pas leur propriété. Mais on doit leur demander de définir et de défendre la cause de la liberté qui est aussi celle de la justice sociale. Et il me semble que les gouvernements, comme les opinions publiques, se laissent trop emporter par un pessimisme hérité de la guerre froide et ses suites. L'analyse doit nous conduire à un jugement avant tout positif à l'égard des bouleversements en cours. Même si notre rôle ne peut qu'être limité, nous devons peser de tout le poids de nos analyses et de nos choix politiques pour reconnaître la forte présence d'exigence démocratique

dans les soulèvements populaires qui font éclater des dictatures dans le monde arabe.

La sagesse n'est-elle pas, au-delà d'une analyse sérieuse des événements, de prendre nos propres responsabilités, en luttant contre les tendances qui, à tous les niveaux, renforcent la défiance à l'égard des mouvements populaires dans le monde arabe et dans l'ensemble du monde musulman. Le gouvernement français, en particulier, n'a soutenu jusqu'au dernier moment Ben Ali et n'a pas donné d'appuis au mouvement égyptien. Ce silence n'est pas neutre et de plus il nous fait courir les dangers réels en renforçant des régimes autoritaires qui ne peuvent être combattus et détruits que par ceux qui savent les rejeter dans leur principe même.

Alain Touraine, sociologue